

**La Direction générale Statistique - Statistics Belgium (ci-après « Statbel »);**

*Vu le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (ci-après « le RGPD »);*

*Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique (ci-après « la loi statistique »);*

*Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (ci-après « la loi du 30 juillet 2018 »);*

*Vu la loi du 5 septembre 2018 instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « la loi du 5 septembre 2018 »);*

*Vu le contrat de confidentialité n° 2020/003 entre Statbel et l'Université Catholique de Louvain ;*

*Vu la demande de l'Université Catholique de Louvain (ci-après "UCL") reçue le 30 janvier 2023 ;*

**Emet la décision suivante, le 30 janvier 2023,**

**I. OBJET DE LA DEMANDE**

1. La stratégie de la Fondation Roi Baudouin en matière d'inclusion numérique repose sur quatre piliers dont le premier consiste à « objectiver le phénomène » en Belgique, aux niveaux fédéral et régional – Flandre, Wallonie et Bruxelles.
2. Afin d'objectiver cette problématique de manière la plus précise et nuancée possible, la Fondation Roi Baudouin souhaite réaliser un « baromètre sur l'inclusion numérique », dont la première étape consiste à exploiter les diverses données statistiques existantes en

Belgique, dont celles issues de l'enquête réalisée par Statbel sur l'utilisation des TIC par les ménages.

3. Afin de réaliser ce travail de traitement et d'analyse statistiques, une convention a été signée avec le Centre Interdisciplinaire de Recherche Travail, État et Société (CIRTES) de l'Université Catholique de Louvain. Ce travail d'objectivation du phénomène d'exclusion numérique s'inscrit dans le cadre des recherches du CIRTES qui s'intéressent aux questions d'égalité et d'inclusion sociale sous un angle théorique et/ou empirique (dynamiques politiques et sociales de l'exclusion et de l'inclusion).
4. L'UCL-CIRTES a obtenu les données de l'Enquête ICT et utilisation d'Internet auprès des ménages 2019 et 2020 via le contrat 2020/003 et les données pour l'année 2021 via la décision n° 2022/005.
5. Via cette demande l'UCL-CIRTES souhaiterait obtenir une autorisation pour les données des années d'enquête 2022 à 2027.

## **II. COMPETENCE ET RECEVABILITE**

6. Il s'agit de données à caractère personnel pseudonymisées.
7. En vertu de l'article 15 de la loi statistique, Statbel est autorisée à mettre à disposition des données pseudonymisées à des fins statistiques et scientifiques.
8. Statbel est mandatée par la loi statistique pour collecter elle-même des données via des enquêtes et les traiter.
9. Statbel a collecté elle-même les données via des enquêtes et en est propriétaire.
10. Étant donné qu'il s'agit de l'extension d'un contrat de confidentialité existant, il suffit d'ajouter un addendum.

## **III. EXAMEN DE LA DEMANDE**

### **a. Base juridique**

11. Le demandeur fait partie des destinataires énumérés dans la loi statistique, au sens de l'article 15, premier alinéa, 4°.
12. A l'analyse du dossier de demande introduit, du projet de recherche et tenant compte des critères tels que stipulés à l'article 4 du règlement (UE) n° 557/2013 de la Commission européenne du 17 juin 2013 mettant en œuvre le règlement (CE) n° 223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes en ce qui concerne l'accès aux données confidentielles à des fins scientifiques et abrogeant le règlement (CE) n° 831/2002, le DPO a émis un avis positif de reconnaissance du demandeur en tant qu'entité de recherche, le 30 janvier 2023.

13. Compte-tenu du point précédent, le demandeur est reconnu par Statbel en tant qu'entité de recherche.

**b. Finalité et transparence**

14. Il s'agit d'un traitement de données dans le cadre de l'intérêt public.

15. Les données ne seront utilisées qu'à des fins scientifiques. Le résultat n'aura en aucun cas des conséquences individuelles administratives.

16. La finalité de la recherche est conforme aux conditions fixées dans la loi statistique.

17. La finalité de la recherche est conforme aux informations que les demandeurs ont reçues au préalable via une lettre d'introduction et la présentation de l'enquête.

**c. Proportionnalité**

18. La demande de données contient une justification claire des raisons pour lesquelles les variables demandées sont nécessaires à la recherche.

19. Il n'est pas possible de réaliser les analyses uniquement sur la base des données agrégées.

20. La durée de conservation demandée est de 5 années et convient pour une telle recherche. À la fin de ce délai, les données à caractère personnel pseudonymisées communiquées devront être détruites.

21. Les résultats de l'étude ne peuvent en aucun cas contenir des données à caractère personnel codées, ni des données permettant d'identifier les personnes concernées. Les résultats de l'étude ne peuvent contenir que des données globales et anonymes.

**d. Mesures de sécurité**

22. Les mesures de sécurité informatiques et organisationnelles mentionnées dans les déclarations de conformité de la demande initiale suffisent pour minimiser le risque de fuites ou d'utilisation abusive des données.

23. Le responsable du traitement et le Data Protection Officer sont identifiés.

24. Quelques résultats sont autorisés au niveau agrégé.

25. Les données individuelles pseudonymisées ne peuvent pas être transmises à des tiers.

## **IV. CONDITIONS D'UTILISATION DES DONNEES**

**a. Diffusion**

26. Les résultats sont présentés de manière agrégée. On évite ainsi que des données soient identifiées après publication des résultats.

27. Le chercheur doit en effet veiller à ce qu'après l'analyse et l'utilisation des données, les résultats publiés restent anonymes et globaux de sorte que les données individuelles ne puissent pas être identifiées directement ou indirectement à partir de ces résultats.

28. Les résultats ne peuvent donc être diffusés que sous une forme globale et anonyme.
29. Au minimum deux semaines avant la diffusion, le chercheur doit d'ailleurs soumettre la publication envisagée à Statbel.

#### **b. Contrôle**

30. Le chercheur accepte expressément que des représentants de l'Autorité de protection des données et/ou de Statbel aient, à chaque instant et sans mise en demeure préalable, accès aux locaux et à l'infrastructure informatique où les données communiquées sont conservées, pour contrôler l'exécution des dispositions de la présente décision, des dispositions de la loi statistique et de ses arrêtés d'exécution ainsi que des dispositions du contrat de confidentialité.
31. Sur simple demande, l'Autorité de protection des données et/ou Statbel peuvent obtenir l'accès à d'autres locaux et à d'autres systèmes ICT afin de contrôler si aucune violation des dispositions de la présente décision, des dispositions de la loi statistique publique et de ses arrêtés d'exécution et des dispositions du contrat de confidentialité n'est commise.

#### **c. Notification d'une violation des données**

32. Pour répondre aux exigences du règlement général sur la protection des données, le chercheur est tenu, en vertu de la présente décision, de notifier Statbel de toute violation des données qui lui ont été fournies.
33. Cette notification doit se faire sans délai, au moyen d'un courrier électronique adressé au délégué à la protection des données de Statbel. Elle devra contenir tous les renseignements utiles et opportuns en vue de permettre à Statbel de prendre les mesures nécessaires concernant cette violation, notamment l'élaboration de mesures techniques rendant les données inutilisables, l'évaluation du risque d'une nouvelle violation, la communication avec les autorités compétentes et les personnes concernées ou encore l'établissement d'un audit des processus et opérations dans le cadre de l'enquête sur la violation.
34. Par ailleurs, le chercheur s'engage à collaborer pleinement à tous les actes de procédure administrative et/ou civile dirigés contre le SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie dans le cadre de cette violation de données et des autres actes connexes.

## **V. Avis du délégué à la protection des données**

35. Par ces motifs, le délégué à la protection des données de Statbel rend un avis favorable, conformément aux modalités de la présente délibération, à la fourniture des données pseudonymisées de l'Enquête ICT et utilisation d'Internet auprès des ménages 2022 à 2027 à l'Université Catholique de Louvain.

**PAR CES MOTIFS,**

La Direction générale Statistique - Statistics Belgium **autorise** la communication des données demandées à l'Université Catholique de Louvain aux conditions précitées ;

Cette autorisation ainsi que la demande de données sont ajoutées en annexe au contrat de confidentialité 2020/003.

**E. MEERSSEMAN**

Le délégué à la protection des données (DPO)  
Direction générale Statistique - Statistics Belgium

**P. MAUROY**

Directeur général a.i.